

L'altermondialisme à la croisée des chemins

Chapô : *Parler du mouvement altermondialiste dans cette rubrique consacrée à la gauche de la gauche est en soi un sujet de débat. Ce mouvement est en effet loin d'être homogène. Pour le désigner, le pluriel est donc certainement mieux adapté¹. Mais cela ne résout pas la question du périmètre d'un ensemble dont on s'accorde en général à faire remonter l'origine – sous la forme première de l'antimondialisme – aux manifestations qui ont accompagné (et fait échouer) la rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce de Seattle en 1999. Pour nombre d'organisations européennes, qui avaient « découvert » les questions de la mondialisation à travers la lutte contre l'Accord multilatéral sur les investissements élaboré au sein de l'OCDE, Seattle fut le début d'un processus de constitution de divers réseaux dont la plupart sont encore actifs aujourd'hui².*

L'organisation des forums sociaux à partir de 2001 allait marquer le passage de la seule dénonciation de la mondialisation libérale à la réflexion sur « un autre monde possible », passage que l'invention du mot altermondialisme allait traduire dans le vocabulaire utilisé et, comme c'est toujours le cas, dans la façon d'aborder les problèmes.

À cette époque, la participation européenne aux forums de Porto Alegre passait principalement par les organisations politiques et syndicales les plus radicales et, surtout, les associations dites de lutte, Attac mais aussi les associations de chômeurs, de sans-logis³, etc.. Le succès du processus allait cependant attirer non seulement des organisations peu, voire pas du tout engagées dans la contestation active du libéralisme. Vont ainsi affluer aux forums sociaux non seulement l'ensemble de la gauche mais même des émissaires de Jacques Chirac, alors président de la République, et des responsables de l'UMP.

Parallèlement, mais cela n'a évidemment rien à voir avec ce qui précède, en France mais surtout dans d'autres pays, les organisations non gouvernementales de « solidarité internationale », de nature « caritative » comme par exemple le Secours catholique et son (puissant) réseau international Caritas, ont progressivement pris une part importante dans la participation aux forums. Ce qui a eu des effets sur la forme même des forums et des débats, l'analyse des sociétés et de leurs mouvements mais aussi les modes d'expression et d'action étant le reflet de la culture propre des organisations, devenue très diverse. Cela a donné une tonalité générale assez différente aux forums sociaux mondiaux à Mumbai en 2004 et, plus encore, à Nairobi en 2007⁴.

Pour toutes ces raisons et sans doute quelques autres, et si l'on admet que la participation aux

¹ C'est le parti adopté par les auteurs de l'ouvrage: I. Sommier, O. Fillieule, É. Agrikoliansky, *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*. Éd. Karthala, Paris, 2008.

² On pourra noter que les affrontements autour du label – anti ou altermondialisation et plus récemment post-altermondialisme – n'existent guère dans d'autres pays et d'autres langues. Effet du « verbalisme » relevé dans l'éditorial de ce numéro ? Dans les textes cités dans cet article, les auteurs parlent simplement de « mouvement », ou alors de *global justice movement*, mais surtout du FSM comme projet ou comme institution. Le débat porte alors plus concrètement sur le rôle des forums aux divers niveaux, national, mondial, etc.

³ Ces associations allaient rapidement constituer un des principaux réseaux internationaux, les *No Vox*, avec les mouvements de « Sans terre » au Brésil et un peu partout dans le monde. Ce réseau allait jouer un rôle central dans le succès du Forum de Mumbai en 2004, le premier à être organisé hors du Brésil.

⁴ Pour une analyse de ce phénomène et de ces évolutions, voir : L. Weber, « Après Mumbai, où va le Forum social mondial ? », *Écologie et politique*, n° 29, 2004, pp. 113-120. Peut être consulté sur : http://www.ecologie-et-politique.info/IMG/pdf/29_Apres_Mumbai_ou_va_le_Forum_social_mondial.pdf

forums sociaux est une façon pertinente de délimiter le périmètre des altermondialismes, il serait tout à fait erroné de faire de celles-ci, dans leur totalité, une composante de la gauche de la gauche.

La perception peut cependant être différente si on s'en tient aux mouvements se réclamant de l'altermondialisme et qui participent activement aux luttes sociales et politiques en France. Comme ce sont les seuls visibles dans le champ en dehors de la période des forums, par ailleurs de moins en moins évoqués dans la presse, les médias font donc en général de l'altermondialisme une des dimensions des forces de transformation sociale, quand ils ne le considèrent pas comme le fer de lance de celles-ci. De ce point de vue, la crise de l'altermondialisme peut être considérée – c'est le parti-pris sous-jacent à cet article – comme un des symptômes – certes périphérique – de difficultés de la gauche de la gauche déjà relevées dans le cadre de cette rubrique.

Crise des forums⁵ ? Crises de l'altermondialisme ?

La crise de l'altermondialisme est en effet réelle. Elle a des causes structurelles liées aux évolutions **dans** la composition du « mouvement altermondialiste » qui viennent d'être évoquées et dans les thèmes et les modalités de la mobilisation devenus de ce fait dominants. À cela s'ajoute la difficulté, déjà soulignée, d'élaborer un projet alternatif qui aille au-delà des résistances, évidemment nécessaires, et de la condamnation de la mondialisation libérale.

Compte tenu du rôle central que tiennent les forums sociaux dans l'émergence et dans la pérennité du mouvement altermondialiste, c'est évidemment sur eux, sur leur sens, sur leur forme, et aujourd'hui sur leur utilité même, que se concentre le débat. Pourtant peu suspect d'arrière-pensées dans ce domaine, Patrick Piro notait dans *Politis* : « *Aux grands rassemblements planétaires, le mouvement altermondialiste substitue cette année des centaines de manifestations locales qui culmineront le 26 janvier. Pause, désaffection ou approfondissement ? Comment démentir l'antienne sur l'essoufflement de l'altermondialisme, voire les annonces de disparition [...] ? Ces questions ne sont pas nouvelles, elles ressurgissent fin janvier depuis quatre ans, à la date où se tient traditionnellement le Forum social mondial (FSM). Mais elles s'imposent plus fortement cette année* »⁶.

Quelques mots s'imposent ici pour rappeler très brièvement le processus qui a conduit à cette « dispersion ». Les trois premiers forums ont eu lieu à Porto Alegre (en 2001, 2002 et 2003), à la fois parce que l'initiative était venue du Brésil et parce que les conditions matérielles et symboliques étaient très favorables : une ville dirigée par le Parti des travailleurs, berceau de la démocratie participative, dans un pays où le mouvement social – on y parle plus volontiers de société civile – est très actif et très divers⁷ depuis longtemps. À l'origine, il s'agissait d'ailleurs de « Contre-Davos », par référence au Forum économique mondial qui se tient tous

⁵ On ne traitera ici que des forums mondiaux. En Europe, le Forum social européen (FSE) fonctionne certes sur le modèle préconisé par le Conseil international du FSM. Mais pour différentes raisons, notamment la force et l'ancienneté des organisations qui en constituent le poumon, la nécessité aussi de disposer d'un lieu pour débattre des questions de la construction européenne, les FSE occupent une place à part dans le concert mondial des forums sociaux.

⁶ P. Piro, « Le forum social se disperse », *Politis*, 17 janvier 2008.

⁷ Avec notamment, situation inhabituelle en Europe, une influence très forte des courants d'inspiration chrétienne, héritiers de la théologie de la libération. Chico Whitaker, un des membres les plus actifs du Conseil international qui organise les forums sociaux, y représentait la Commission Justice et paix (CBJP), qui est un organe de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB). Il a démissionné récemment du Parti des travailleurs de Lula en raison de désaccords sur le contenu de sa politique et, surtout, sur les « dérives » éthiques qui ont marqué sa présidence.

les ans en janvier dans cette ville de Suisse, ce qui imposait le calendrier et, partie, le contenu.

En 2004, en Inde, un nouveau cadre, social et politique, allait permettre d'innover en renonçant, certes sans le dire, à une des règles de base des forums édictées à Porto Alegre : le refus des partis politiques en tant que tels. Cette clause était en effet inapplicable dans un pays où divers partis, notamment communistes, ont été très présents dans l'organisation du FSM. Cette présence n'était pas simplement une forme d'entrisme. Elle traduisait le fait que, dans le contexte indien, ces partis sont au premier plan dans les luttes sociales, très nombreuses à une époque où les partis nationalistes au pouvoir dans le pays ouvraient cependant celui-ci aux grands vents du commerce international et de la libéralisation que cela implique.

Ce qui renvoyait à un débat aussi ancien que les forums sociaux eux-mêmes. Il n'est donc pas faux de situer les premiers symptômes du malaise en 2004, non pas simplement parce que l'on avait quitté Porto Alegre, mais parce que, ce faisant, on soumettait la matrice d'origine transcrite dans la *Charte des principes* du FSM⁸ à une sorte d'épreuve de vérité en la confrontant à de nouveaux problèmes. Ces tensions allaient être confirmées, et renforcées, par un sentiment de répétition et d'inefficacité devant les problèmes réels des sociétés. Ce qui a conduit simultanément à tenter de varier la forme, de faciliter la participation, notamment dans les milieux populaires où il est difficile d'envisager un déplacement lointain et par conséquent coûteux, en multipliant les lieux et à concevoir une alternance entre un forum mondial unique tous les deux ans et des manifestations démultipliées dans l'intervalle. C'est ainsi qu'il y a eu, après un retour à Porto Alegre en 2005, trois forums décentralisés en 2006 (Karachi, Bamako et Caracas), un forum mondial unique en 2007 à Nairobi et, passage à la limite en 2008, celui-là même que l'article de *Politis* met en cause, avec une journée mondiale d'action (*Global Action Day*), à la diligence des groupes nationaux, voire locaux. Toutes ces manifestations – il y en aurait eu 800 dans le monde – devaient en principe respecter le format de Porto Alegre. Mais cette « dispersion » a empêché toute visibilité au-delà du cercle des initiés, la presse par exemple n'en ayant donné pratiquement aucun écho.

Les principaux sujets de controverse

La question principale porte sur la fonction même des forums. Sont-ils des espaces ouverts, où l'on débat des questions qui se posent au « mouvement⁹ » mais sans aucun objectif en termes d'action ? Où sont-ils aussi – personne n'exclut en effet la première fonction – des lieux où on décide d'agir ensemble et où on fixe calendriers et modalités de ces actions ? Ce qui pose immédiatement des questions subsidiaires : le Forum peut-il devenir une organisation ? Doit-il prendre des décisions qui engagent les participants ? Quelqu'un est-il habilité à parler au nom du Forum ?

Ces questions ne se posent pas dans l'abstrait. Elles ont à voir, en effet, avec les perspectives politiques à un moment donné et, par conséquent, avec le rapport au politique et à la politique.

⁸ Adoptée définitivement en juin 2002, près de 10 mois après le premier FSM. Voir : http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?cd_language=3&id_menu=4.

⁹ Ce terme est l'un de ceux qui sont les plus couramment utilisés dans les débats sur l'altermondialisme. S'agit-il des mouvements sociaux ? Des mouvements citoyens ou civiques ? Que dire de la convergence des mouvements ? Du Forum comme « mouvement des mouvements » ? Dans le non-dit autour du « mouvement », il y a souvent l'articulation entre forme et contenu. Les « déclarations », adoptées par les mouvements sociaux qui se réunissent en marge des Forums pour les élaborer (le Forum lui-même n'adoptant pas de texte), se réduisent par exemple à de longues listes d'actions prévues dans divers pays avec un service minimum quant à l'énoncé des revendications formulées ou l'analyse du contexte de l'action. Comme si, pour les « mouvementistes », l'action « unissait » et la formulation de la critique ou de la proposition divisait.

En Amérique du Sud, par exemple, on peut penser que les changements politiques qui se succèdent avec les victoires électorales de la gauche ont renforcé le besoin de participer à ces évolutions et aux perspectives de transformation qu'elles portent en elles. Dépenser énergie militante (et argent) pour des forums sociaux coupés de l'action peut apparaître dans ces conditions comme un détour inutile.

Au plan mondial, la critique est venue de divers horizons. Dans un texte intitulé *Le Forum social mondial à la croisée des chemins*¹⁰, Walden Bello rappelle que le FSM a rempli trois fonctions essentielles pour la « société civile mondiale » : il « *représente un espace – physique et temporel – pour ce mouvement divers pour se rencontrer, établir des réseaux et, simplement, se sentir et s'affirmer* » ; c'est un moment où « *le mouvement rassemble ses énergies et dessine les axes de sa marche continue pour combattre et repousser les processus, les institutions et les structures du capitalisme global* » ; le FSM propose un lieu et un espace « *pour le mouvement pour élaborer, discuter et débattre de la vision, des valeurs et des institutions d'un ordre mondial alternatif construit sur une réelle communauté d'intérêts* ». Il note que le processus des forums sociaux constitue aussi un outil de « démocratie directe en action » et que, jusqu'ici, il n'y pas eu de tentative, même de la part des « vieux mouvements » ou des partis politiques, de tirer le FSM vers « des modes d'organisation plus centralisés ou plus hiérarchisés ». Le forum de Mumbai a même été organisé par « *une coalition improbable de mouvements sociaux et de partis marxistes-léninistes, un ensemble d'acteurs qui ne sont pas connus pour leurs relations harmonieuses au plan national* ».

Mais le FSM a été l'objet de critiques, notamment du fait « *de ne pas être, comme institution, ancré dans les combats politiques globaux et de se transformer en un festival annuel avec un faible impact social* ». Walden Bello reprend la critique formulée par Hugo Chávez au forum de Caracas en 2006, attirant l'attention des délégués sur le danger « *de faire du FSM un simple forum d'idées, sans aucun agenda pour l'action* ». Pour le président vénézuélien, « *Nous devons avoir une stratégie de contre-pouvoir. Nous, les mouvements sociaux et les mouvements politiques, devons être capable d'investir les espaces de pouvoir au niveau local, régional et national* ». Walden Bello oppose ce qui s'est dit à Caracas à la « *déception que fut Nairobi, conduisant des participants de longue date aux forums à se poser la question : "le FSM est-il toujours le véhicule le mieux approprié pour la nouvelle étape dans le combat du mouvement pour la justice globale et pour la paix ? "* » Il conclut : « *Le moment est-il venu pour le FSM de démonter la tente et d'ouvrir le chemin à de nouveaux modes d'organisation de la résistance et des transformations au niveau mondial ?* »

Une critique de même nature a été formulée par Jai Sen, un autre participant régulier aux forums sociaux, au nom de l'Institut indien d'action critique : un centre en mouvement (Cacim). Dans un texte de novembre 2007, intitulé : « *Le FSM va-t-il vers un point de crise* »¹¹, Jai Sen constate à propos de la journée mondiale d'action à laquelle le Conseil international du FSM a appelé en janvier 2008, qu'elle a été « *conçue comme un nuage, ou un essaim, de mouvements sociaux et de préoccupations à travers le monde – ce que certains appellent le mouvement des mouvements – afin de, juste pour une journée, se montrer simultanément et, par là, rendre le nuage manifeste, de manière éphémère* ». Sur le même mode ironique, il considère qu'il s'agit d'un défi à « *toutes les notions existantes sur la façon (sociale et politique) dont un mouvement prend place et devrait prendre place* ».

La thèse opposée est défendue notamment par Chico Whitaker : « *Si le Conseil international ne résiste pas à la tentation de tenter d'adopter un programme politique, il risque réellement*

¹⁰ Voir : <http://www.zmag.org/znet/viewArticle/15474>. Walden Bello est membre du Conseil international du FSM. Il enseigne la sociologie à l'université des Philippines. Il anime *Focus on the global South*, un institut de recherches de Bangkok qui mène des travaux sur le libéralisme. Cet institut vient d'ouvrir un débat sur l'avenir des forums sociaux sur son site (<http://www.focusweb.org/>)

¹¹ Texte disponible sur le site de l'Institut Cacim : <http://www.cacim.net/twiki/tiki-index.php?page=CACIMHome>

sa propre mort car il serait en profonde contradiction avec la logique des FSM »¹². Il oppose les débats au sein du Conseil international, à l'initiative de ceux qui « n'aiment pas » le FSM tout en y participant – et qui n'ont jamais « avalé » la Charte des principes adoptée en 2002 – et la dynamique des FSM, dont il serait « désastreux de se déconnecter ». Pourquoi ce désamour ? Chico Whitaker y voit trois raisons : comme initiative politique, les FSM sont une nouveauté ; il y a des malentendus sur les objectifs ainsi que sur la nécessité d'y participer (c'est-à-dire, attitude fort peu amène dans un milieu où les débats sont d'ordinaire plus feutrés : personne n'est obligé d'y venir).

L'invention politique tient selon lui à plusieurs facteurs. Les décisions se prennent au consensus car « *le vote pour décider collectivement est évidemment une grande conquête de l'humanité, mais s'il est pratiqué dans les organisations sociales, il porte en lui divisions et séparations, à l'avantage du pouvoir dominant* »¹³. Par ailleurs, le FSM résulte de l'initiative d'organisations sociales. Il n'y a pas d'invitations spécifiques mais seulement un « appel à venir » (*call to come*), seul l'objectif général des discussions est déterminé et non leur détail. Les organisateurs ne choisissent pas les intervenants, mais ouvrent l'espace du Forum aux activités auto-organisées par les participants. Enfin, *last but not least*, le Forum n'adopte ni déclarations ni motions finales. Ce sont ces principes qui sont précisément ceux de la Charte déjà citée.

Chico Whitaker considère que l'« étrange animal » que constitue le FSM a « *diminué la confiance en eux de beaucoup de personnes, habituées à travailler avec des outils pour l'action et pour l'analyse construits depuis plus d'un siècle* ». C'est donc au nom de l'obsolescence de leurs pratiques politiques qu'il disqualifie ceux qui, en retour, jugent que le FSM est devenu un « Woodstock de gauche » et que « dans les Forums, on se contente de discuter et discuter ».

La faiblesse de cette position finalement très acritique de l'existant est d'ignorer les évolutions du contexte politique mondial, qui explique pour partie la perte de substance de « l'innovation » altermondialiste et son déclin rapide dans le débat public et dans les médias. C'est cette perte de contact avec le mouvement politique réel que mettent précisément en avant ses critiques.

C'est ce qu'a souligné un autre « père fondateur » brésilien du FSM, Emir Sader, au cours d'un récent colloque à Paris, auquel ont participé plusieurs autres membres du Conseil international du FSM : « *Comment peut-on lutter pour un autre monde possible ? Développer les acquis de la lutte anti-néolibérale passe par une réarticulation du social et du politique. Les mouvements sociaux ont joué un rôle fondamental dans la résistance au néolibéralisme. Mais quand on passe à la lutte pour une nouvelle hégémonie, il faut réarticuler les forces sociales et politiques. Sinon on restera toujours sur la défensive, c'est la voie de la défaite. [...] Si on fait un bilan des acquis de ces dernières années, on verra qu'ils passent toujours par la sphère politique, par les gouvernements, par les États. [...] Le néolibéralisme essaie de disqualifier en faveur de l'expansion du marché toute forme sociale et de régulation de l'État, le rôle de la politique et de toutes formes de gouvernement. Donc la lutte pour une*

¹² C. Whitaker, « Answering Cacim's call for an WSF evaluation », <http://www.focusweb.org/answering-cacim-s-call-for-an-wsf-evaluation.html?Itemid=95>, 21 janvier 2008.

¹³ On retrouve cette conception en France dans une organisation comme Attac et, plus généralement, dans les « nouveaux mouvements », où elle est parfois dénoncée comme source possible de manipulation. Dans le cas brésilien, il serait intéressant, même si cela dépasse largement le cadre de cet article, d'étudier de plus près en quoi elle traduit les pratiques et l'expérimentation sociales, toujours très dynamiques dans ce pays.

*autre pratique politique possible fait partie de la lutte pour un autre monde possible. »*¹⁴.

Ce colloque, organisé à l'occasion de la première « Journée mondiale d'action », s'inscrit dans la discussion française sur l'avenir des forums sociaux. À travers une référence explicite au post-altermondialisme, il témoigne aussi du sentiment, largement partagé, qu'un cycle est en train de s'achever pour le mouvement altermondialiste. Le contexte dans lequel il agit n'est plus le même avec les crises financières, la crise écologique, les difficultés des États-Unis pour maintenir leur hégémonie, l'apparition d'un nouveau pôle, avec les pays émergents, mettant en cause la centralité occidentale, etc.

Au cours de la récente réunion du Conseil international du FSM à Abuja au Nigeria, Gustave Massiah a présenté une synthèse des débats en cours qui tente de dépasser les contradictions relevées ici.¹⁵ Rappelant que la Charte des principes définit le FSM comme « *un espace qui met l'accent sur l'ouverture et la diversité et sur le refus de transformer le FSM en une organisation pérenne* », il constate cependant que cela « *n'interdit pas de soutenir des actions et de les promouvoir* ». Il suggère donc d'explorer la possibilité de « *permettre des positionnements politiques et des propositions d'action à partir du FSM et non pas au nom du FSM* ». Ce qui permettrait de remédier au fait que « *Le FSM et le Conseil international n'ont pas facilité assez au cours des quatre dernières années les possibilités d'action et de convergences* ».

Compte tenu de la diversité des composantes du FSM, parler de convergences et d'action, c'est poser la question du rapport à la politique. Ces questions reviendront sur le devant de la scène au prochain FSM qui a lieu à Belém au Brésil en janvier 2009 (avec, très probablement, des alternances ensuite en janvier de chaque année entre rassemblement mondial et « journées mondiales d'action » décentralisées). Mais, dans les faits, il y aura très probablement – ce qui n'est pas d'ailleurs une nouveauté absolue – coexistence durable entre un courant « altermondialiste » routinisé et qui s'en tiendra à une lecture réductrice de la Charte des principes, excluant les partis politiques et l'action avec eux ou avec les gouvernements, et un courant qui, sans se confondre avec un mouvement politique, continuera à prôner la nécessité de lier le social et le politique.

Louis Weber

¹⁴ E. Sader, « Et maintenant », intervention faite au cours d'un colloque sur le thème *Altermondialisme et post-altermondialisme*, Paris, 26 janvier 2008. Voir : <http://www.medelu.org/spip.php?rubrique17>.

¹⁵ G. Massiah, « Introduction au débat sur la stratégie des forums sociaux mondiaux », www.france.attaac.org/spip.php?action=autoriser&arg=5892